

n°270 15/02/08 2€

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS



TCE:

Retour sur une défaite



40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1108 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

H.Askari, J.J.Boislaroussie, E.Cadic-
Njeim, B.Caron, M.Colloghan, A.Contreras,
J.Douillard, G.Giani, Gwel@n, J.L.Lebourhis,
Y.Salesse, R.Seibel, S.Teyssier et
A.Véronèse

Photo de Une et de la P3: Hamed Askari

Edité par la SARL SECA
(Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835
durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R.Mérieux

imprimé par Expressions II : 01 43 70 80 96

site : www.alternatifs.org



ABONNEMENT

**POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE,
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPPER**

ABONNEMENT

Nom Prénom
Adresse

40 Euros seulement ! Chèques à l'ordre de Rouge et vert journal,

Et zoub ! Le chèque et le bulletin, on met ça dans une
enveloppe pour Les Alternatifs. 40, rue de Malte 75011 Paris

**ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ VOUS
A ROUGE ET VERT**

"ET LA LETTRE DES ÉLUS ALTERNATIFS"

VIE DES ALTERNATIFS

CONGRES DES ALTERNATIFS

UNE DEMARCHE AUTOUR DU PROJET ALTERNATIF

Lors de la réunion de travail du samedi 9 février, le plan suivant a été retenu

- **L'ETAT DU MONDE**
- **LES CONTENUS D'UNE ALTERNATIVE DE SOCIÉTÉ**
- **DES OBJECTIFS TRANSITOIRES** (c'est à dire partant des exigences et revendications actuelles pour poser des jalons dans le sens d'une autre société)
- **LES LEVIERS POUR LA TRANSFORMATION SOCIALE** (formes de mobilisation, de construction d'unités larges, les institutions, l'autoorganisation...)

Une nouvelle réunion de travail sur le projet alternatif sera organisée à Paris le samedi 17 Mai.

Par ailleurs

- Un bulletin interne sera envoyé fin mai à tou-te-s les adhérent-e-s des Alternatifs avec les premiers textes pour le congrès, et le cas échéant des contributions éclairant des points en débat.
- Il serait très souhaitable que des réunions soient organisées par les régions ou départements, fin mai début juin, autour de ces premiers textes, des participant-e-s au groupe e travail peuvent y prendre part.

Un week-end de travail sur le projet alternatif sera organisé à Paris **SAMEDI 28 JUIN APRES MIDI ET DIMANCHE 29 JUIN (couplée avec un exécutif élargi)**

Il est proposé que le projet de texte soit passé au crible de la critique féministe au cours de l'université d'été des Alternatifs Enfin un bulletin interne comportant tous les textes en vue du congrès de novembre sera envoyé en septembre aux adhérent-e-s.

Trois réunions ou réseaux de travail sont proposés pour éclairer des questions jugées essentielles :

- questions économiques
- politisations et engagements de la jeunesse
- mouvement syndical

Par ailleurs, l'intervention et l'élaboration des commissions sont également sollicitées.



Retour sur une défaite

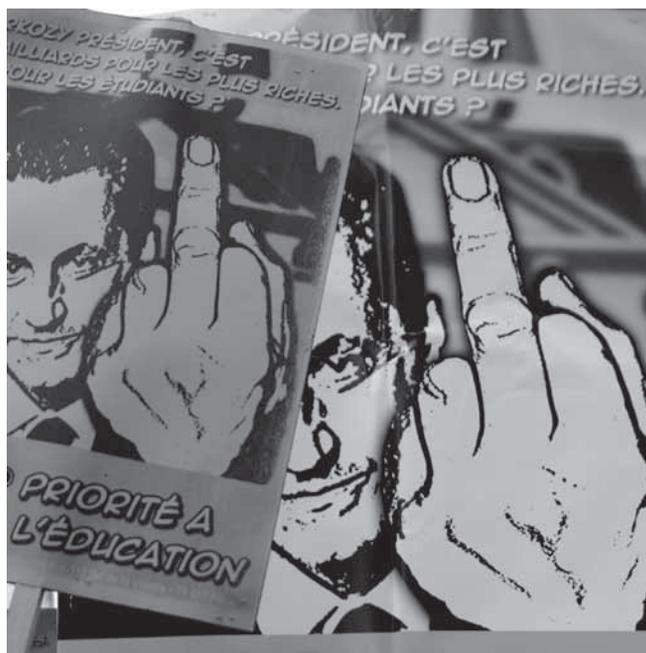
Sarkozy pavoise : le traité de Lisbonne est ratifié. Les bourgeois européennes et les gouvernements de centre gauche ou de droite n'ont pris aucun risque : les peuples ont été tenus à l'écart du processus de ratification. Un symptôme de plus de la tendance du capitalisme financiarisé à contourner la démocratie pour mettre à l'abri de la décision populaire le noyau dur de ses choix économiques et sociaux.

La gauche du 29 mai n'est pas à l'abri de critiques : le NON au premier Traité Constitutionnel acquis, nous avons largement délaissé le terrain du débat sur une construction européenne alternative, sociale, écologique et démocratique, pour l'avenir radieux de la recomposition.

Pourtant, il n'est plus possible de penser l'alternative sans penser une autre Europe, et sans inscrire cette réflexion dans une démarche altermondialiste. Démarche qui ne nous interdit en rien de défendre bec et ongles les avancées engrangées dans le cadre national.

Les élections européennes de 2009 doivent être l'occasion de remettre sur l'ouvrage la perspective d'une construction européenne alternative, d'un projet émancipateur à l'échelle du continent, et, pourquoi pas, d'une convergence de forces capables de porter un tel projet.

Les initiatives pour imposer un référendum ont connu des succès modestes, 500 à 600 personnes aux meetings de Montpellier en décembre et Gardanne le 3 février, 1500 à Paris le 2 février, un millier de manifestant-e-s à Versailles le 4 février.



Sur les tribunes, pour la première fois depuis l'élection Présidentielle, se sont retrouvées toutes les composantes de la gauche de gauche.

Elles devront aussi se retrouver en soutien aux mobilisations écologistes, démocratiques et sociales à venir. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

Épargne Populaire

A l'initiative de l'intersyndicale du secteur semi-public économique et financier (Cfdt, Cgt, Fo Caisse des dépôts et consignations - Cfdt, Cgt et Sud Caisse d'épargne - Fédération Sud-Ptt La Poste - Cgt IXIS - Cgt Caisse Nationale de prévoyance - Cgt Banque Palatine - Cfdt, Cfe/Cgc, Cgt, Fo, Sud Crédit Foncier - Cfdt, Cgt, Fo, Sic, Snabf Solidaires Banque de France - Cgt ledom et leom - Cfdt et Cgt Agence Française de développement - Cgt OSEO - Cgt Ubifrance - Cgt Natexis - Cgt Banques Populaires), une campagne national contre la privatisation de l'Épargne Populaire vient d'être lancée. (www.pastoucheaulivreta.net).

Les Alternatifs s'associent à cette campagne et vous appellent à relayer et faire massivement signer la lettre pétition adressée à Sarkozy.

Non à la privatisation de l'Épargne Populaire !

Fin décembre, le 1er Ministre a annoncé son projet de « généraliser » à toutes les banques européennes la distribution du Livret A, actuellement assurée par la Banque Postale et les Caisses d'Épargne. Il s'agit également de mettre fin à la "centralisation" des dépôts du livret A par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

Cette réforme aurait des conséquences sociales et économiques graves et irré-

versibles pour le pays : elle met en cause la sécurité et la stabilité de l'épargne populaire, elle précarise le financement du logement social, elle menace le principal outil de lutte contre l'exclusion bancaire et elle remet en cause l'im-

plantation sur tout le territoire d'un réseau de service public bancaire et financier accessible à tous.

Menace sur la sécurité de l'épargne populaire : Dans un contexte de crise boursière et financière mondiale (subprimes, Société Générale...), le Livret A représente un pôle de stabilité pour 46 millions d'épargnants, de toutes catégories sociales, de tous âges et de toutes nationalités depuis 1818.

Il est gratuit et sans risque car il n'est pas investi dans la spéculation, mais dans des missions d'intérêt général. Sa rémunération est régulière et exonérée d'impôts.

La distribution et la gestion du Livret A ouvertes à l'ensemble des banques entraînerait un assèchement progressif de l'encours d'épargne populaire. Les banques chercheront à décourager les épargnants et à les orienter vers des produits financiers spéculatifs. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter à l'exemple de l'assurance-vie ou des fonds de pension...

Risque majeur pour le financement du logement social : le Livret A a permis le financement de plus de 4 millions de HLM par l'intermédiaire de prêts de très longue durée distribués par la CDC. Depuis 1818 il a financé également la construction de milliers d'écoles, de routes, d'équipements publics... Sans la Caisse des Dépôts, la dispersion de l'épargne contraindrait les organismes HLM et les collectivités locales à emprunter sur les marchés financiers, à des taux plus élevés, pour des durées moins longues et dans des conditions plus difficiles. Cette réforme va encore aggraver la crise du logement, et compromettre la mise en œuvre du Droit au Logement.

Remise en cause du droit au compte bancaire pour des millions de personnes : Précaires, populations immigrées, foyers en difficulté financière, interdits bancaires, petits retraités, le Livret A leur permet l'accès à un compte offrant une carte de retrait, des chèques de banque, virement et opérations de guichet inférieures à 10 €. Ces services sont gratuits, universels, sans discrimination, et accessibles par les réseaux denses des Postes et des Caisses d'Épargne. Alors que la loi sur le droit au compte a montré ses limites, le projet de réforme du Livret A prévoit de supprimer ses fonctionnalités d'accessibilité bancaire

au risque de générer de graves troubles sociaux.

Fermeture de bureaux et de guichets, et suppression de postes, seront aussi au menu des retombées de cette réforme, particulièrement dans les quartiers populaires ou les zones rurales. En effet, parce qu'ils perdront une part de leur activité et notamment la clientèle des épargnants les plus aisés, des mesures d'économie et de restructuration seront rapidement mises en œuvre par les réseaux de distribution actuels.

Nous demandons au Président de la République et au gouvernement :

- de retirer son projet de réforme du Livret A,
- de défendre l'intérêt de ce dispositif auprès de la commission européenne,
- de renforcer les moyens de financement du logement social et les missions sociales de la Caisse des dépôts et consignations. ■

M^{me} LAGARDE LE POT A

L'affaire du "livret A" est un bon exemple d'offensive conjointe menée aux niveaux européen et national. Cette offensive est menée sous la pression des banques qui veulent avoir accès au magot des 120 milliards d'euros que représente le livret A.

La commission européenne a, en mai 2007, enjoint à la France d'ouvrir la distribution du livret A à toutes les banques européennes. Officiellement le gouvernement français conteste cette décision. Mais les déclarations de Mme Lagarde devant la commission des finances de l'Assemblée nationale montrent que c'est pour la galerie. Elle s'apprête à accepter l'ouverture de la distribution du livret A ; elle se déclare favorable à la fin de la centralisation totale des fonds par la caisse des dépôts et consignations (CDC, publique) et à la remise en cause des obligations bancaires gratuites mises à la charge des distributeurs du livret A.

LIVRET A

Caisse d'Épargne
Eureuil

Petits prix, grandes misères

Il y a peu de temps, le "bouffon de Dyneysland¹", conseillait aux français de s'approvisionner autant que possible en privilégiant les produits "low cost". Petits prix, ou bas coûts ? La traduction hésite. Précisons, les produits qui coûtent peu exigent de bas coûts de production. La recherche de la compétitivité prix est impérative en économie globalisée², dans les coûts de production, la masse salariale est une composante importante, bien que tendanciellement décroissante. Le partage de la valeur ajoutée est aujourd'hui (trop) favorable à l'actionnariat au détriment du salariat.

Seul le travail est créateur de valeur. Courte argumentation, un peu brutale.

En économie, au final, on ne fait qu'échanger des quantités de travail. A ce niveau d'abstraction tous les économistes, marxistes ou libéraux constatent le fait. L'échange est inégal en économie capitaliste. Le capitalisme ne croît, n'est profitable que pour autant qu'il est capable de capter à son profit du surtravail. Les dividendes empochés sont une captation induite d'une partie de la valeur-travail. Les libéraux, ici, grimacent.

Le "low cost" dans cette (faible) glose marxisante ?

Les produits à bas prix importés de Chine ou d'Inde, sont des produits à bas coûts de production, dont le « capital variable » (les salariés), subissant une exploitation féroce, tant au niveau des salaires, que des conditions de travail, et sur des horaires qui dépassent la double semaine de 35 h. Petits prix, grandes misères. Le temps de travail des chinois, des indiens,... est peu coûteux³. La ruse de la raison libérale est de consentir une augmentation de pouvoir d'achat aux français nécessiteux, en leur conseillant d'acquiescer des produits issus du travail des plus miséreux. La compression des salaires se voit dotée d'une échappatoire : c'est avec des produits indiens ou chinois que l'on remplit le panier de la ménagère, le cartable de l'écolier à la rentrée des classes, ajoutez, nombre de jouets distribués par le père Noël.

Pourtant, dans la vie quotidienne difficile d'échapper à la tentation et à la nécessité, de payer moins cher. Le commerce équitable, les Amaps touchent peu de monde et pour une partie des achats seulement. Un smicard, un éremiste, un chômeur "préféré" pour les victuailles et l'équipement basique, les "hard discount" de proximité. Pour les plus convaincus, les plus courageux, la « simplicité volontaire » peut tempérer le niveau des compromissions, il est vrai...

« Transformer le pouvoir d'achat, en pouvoir d'agir », admirable volontarisme, qui pour se construire en force sociale et politique nécessite de radicales réformes dans les structures économiques.

Relocalisations, protectionnisme (contre la sauvagerie libérale) et refondation de la valeur d'usage seraient des principes pouvant orienter les décisions présidant à une nouvelle définition de la richesse. Pour éviter que la misère des uns serve à perpétuer la pauvreté des autres. Ce n'est qu'un début, continuons le débat.■

Alain VERONESE

1 - Selon l'heureuse formulation de Alain Badiou dans : *De quoi Sarkozy est-il le nom ?*, éd. Lignes, 2008. Un livre à lire, style acide, démonstration frappante,... réjouissante.

2 - Dans une économie régie par la loi de la valeur, i.e. le capitalisme.

3 - Le lecteur malin de R & V, jugera l'argument un peu court : on peut baisser les coûts de production en améliorant la productivité (produire plus, plus vite grâce à l'automatisation, robotisation, etc.), entre autres manières. Soit, mais le capitalisme rencontre tôt ou tard l'inexorable « baisse tendancielle du taux de profit », pour cause, seul le travail (vivant est créateur de valeur). Les délocalisations sont une recherche de « travail vivant » à bas coûts...

R DE DEVOILE T AUX ROSES

Le livret A permet aux plus démunis, grâce aux obligations que Mme Lagarde veut supprimer, l'accès à un service bancaire minimum. La centralisation des fonds par la CDC sert à financer le logement social. L'offensive qui s'annonce ainsi s'inscrit aussi dans la volonté d'affaiblir la CDC comme instrument public puissant d'intervention financière.

Nous proposons au contraire un service public du logement, le droit de tous au service bancaire et la création d'un pôle financier public fort (voir Pour des politiques alternatives, Syllepse 2006).

Nous appelons à soutenir massivement la campagne "Pas touche au livret A".■

Yves SALESSE,

président d'honneur
de la fondation Copernic

Soutien au mouvement des caissières : **Solidarité avec le personnel des grandes surfaces en grève**

Temps partiel non choisi, horaires flexibles, travail du dimanche, salaires inférieurs au SMIC, pressions des directions...

Les lois du commerce sont inéquitables pour les travailleurs...

Défendre le pouvoir d'achat, c'est avant tout défendre les conditions de travail, organiser la redistribution de bénéfices et respecter les employé(e)s du commerce. La grande distribution étrangle chaque

jour un peu plus les travailleurs et précarise les vies.

Pour toutes les revendications sectorielles portées par les grévistes, nous apportons notre soutien au mouvement de grève national du personnel des grandes surfaces. Nos achats et nos choix alimentaires ont un coût social et écologique.

Pour la Commission écologie
02/08

UN AUTRE SYSTEME DE SANTE EST NECESSAIRE ET POSSIBLE

Interview du Docteur MENARD, président du Syndicat de la Médecine Générale (SMG)

Rouge & Vert : De quand date la création du SMG et quelle est sa spécificité ?

Le Docteur Menard : Le SMG est un syndicat minoritaire chez les médecins mais qui a plus de 30 ans d'existence. Il entend porter sur le champ politique les questions de santé avec comme axes majeurs:

- la défense d'une médecine solidaire.
- l'accès aux soins pour tous.

- le passage du soin à la santé en agissant sur les causes de la maladie et non simplement en donnant un traitement.

Le SMG a été à l'origine des maisons de santé (cf St Nazaire) regroupant en un même lieu l'ensemble des personnels de santé.

R&V : Les franchises médicales provoquent une forte opposition . Pourtant à écouter nos gouvernants, il s'agirait d'un effort minime de solidarité. Qu' en pensez vous?

DM : C'est un discours mensonger pour plusieurs raisons.

1) Ce n'est pas indolore puisque cela s'ajoute au un Euro sur les médicaments , le forfait hospitalier

2) Ce n'est pas de la solidarité car déjà l'accès aux soins des étudiants ou des retraités est parfois difficile financièrement. Surtout c'est la malade qui paie ce qui rompt avec la logique de l'Assurance Maladie: cotiser selon ses moyens pour utiliser selon ses besoins.

3) Enfin cette mesure inégalitaire est stupide économiquement. D'abord parce que 5% de la population dépense 50% des dépenses de santé. Certains économistes estiment que les franchises seraient «rentables » à partir de 350 euros.

Ensuite parce que cette mesure aura pour effet chez les plus défavorisés de retarder les soins ce qui augmentera les dépenses de santé., On sait déjà que les plus pauvres sont ceux qui fréquentent le plus l' hopital. En fait, ce discours de charité a évidemment un autre but : ancrer dans les têtes qu'il est normal de payer

de sa poche pour être soigné et ainsi faire accepter les assurances privées.

A mots couverts ce qui serait en cause ce serait l'addiction des Français aux médicaments. Il y a t il une spécificité française et qui en est responsable?



Dénoncé comme un profiteur le malade est opposé au bien portant. Pourtant le malade ne choisit pas son traitement et s'il existait des irresponsables ce seraient les soignants.

En vérité toute la politique de santé tourne autour du recours au médicament.

D'abord on sert les intérêts de l'industrie pharmaceutique. Il y a les visiteurs médicaux qui ne cessent de harceler les médecins, et les 2500 Euros dépensés par an dans la publicité pour influencer la prescription des médecins.



Il y a aussi la pression des laboratoires à travers les «cadeaux» : organisation de séminaires par exemple. Mais l'Assurance Maladie elle même marche au médicament. Ainsi pour être remboursé à 100% le critère est celui de la délivrance de médicaments .Pour le médecin aussi le recours au médicament est fortement présent. Nous sommes un certain nombre à avoir été pénalisé pour avoir fait des arrêts de travail sans ordonnance ou pour ne pas avoir prescrit de médi-

cament. Or quand j'ai devant moi une personne dont les problèmes de santé proviennent de sa situation au travail ou de son endettement je prescris une visite à l'association de lutte contre le surendettement ou du syndicalisme, pas des médicaments qui ne régleront rien.

R&V : Les franchises médicales ne peuvent être déconnectées du «trou de la Sécurité». Au delà des réponses économiques ne faut il pas changer le modèle de santé, dont vous venez de décrire les tares ?

DM : Les pays où la dépense est la plus socialisée sont ceux où la santé coûte le moins cher à la nation. Mais on ne peut éviter la question de l'offre de soin. Nous revendiquons ,au SMG, un système de santé:

- où les médecins ne passent pas leur vie à faire des actes médicaux: temps pour la recherche ou la formation.

- où la rémunération ne serait pas basée sur l'acte médical. La mise en place du médecin référent était un acte qui rompait avec cette logique : le médecin touchait une somme forfaitaire pour s'occuper d'un patient. Mais cette forme de rémunération a été supprimé en 2001.

- où se pratique la délégation de soins et le travail en équipe des soignants. Une infirmière peut sans souci traiter des cas de gastroentérite.

- où le tout pouvoir du médecin est remis en question.

En effet les 4 maladies chroniques les plus importantes : les maladies cardiovasculaires , le diabète, les «maladies psychiatriques» , le cancer ne peuvent être combattues efficacement sans l'acceptation du malade. L'école du diabète animée par les malades eux mêmes donnent d'excellents résultats. Regardons aussi les progrès dans la lutte contre le SIDA : l'implication de gens vivant la maladie a considérablement aidé.

R&V : Quelle analyse de la grève menée, il ya quelques semaines, par les médecins en formation faites vous ? En quoi est-il scandaleux que l'Etat intervienne dans leur installation ?

Le rapport Attali: libéral à 99,9 %

DM : Un mouvement corporatiste n'en est pas moins complexe. Une partie de ce mouvement pose le problème de la désertification. Cette révolte se comprend pour plusieurs raisons.

D'abord c'est toujours insupportable de changer les règles du jeu en cours de route.

Surtout s'est posé la question la question de l'aménagement du territoire. Pourquoi iraient ils dans un endroit où aucun service public existe? Nous observons une augmentation du nombre de femmes généralistes. Dès lors se pose la question des enfants et même de l'installation d'une famille. Quelle possibilité donc pour le conjoint de trouver un emploi et de s'y rendre?

Par ailleurs s'installer dans un endroit où il n'y a plus d'hôpitaux de proximité demande à être réfléchi. Est-il compétent pour répondre sur place à des cas urgents? Quand la responsabilité juridique des médecins les amène de plus en plus souvent devant les tribunaux on peut comprendre leur réticence.

Enfin il faut souligner la bêtise de cet interventionnisme. Le gouvernement impose des contraintes aux médecins généralistes alors que cette branche est désertée au profit des spécialistes au risque d'aggraver le manque de médecins généralistes. ■

Entretien avec
Jean-Louis LE BOURHIS



Le rapport de la commission Attali «pour la libération de la croissance française» a été remis, mercredi 23 janvier 2008, au président de la République, qui a dit adhérer à l'essentiel de ses conclusions. Michel Husson, membre du Conseil scientifique d'ATTAC, dénonce dans cet entretien, la cohérence libérale du projet de Sarkozy prônant l'individualisme et la privatisation.

Rouge & Vert : Jacques Attali a présenté mercredi 23 janvier son rapport sur la «libération de la croissance» au président de la République. Qui sont les membres de la commission qui ont conçu ce programme ?

Michel HUSSON : Contrairement à ce que prétend Attali, sa commission est complètement déséquilibrée au profit des représentants du patronat, des économistes et idéologues libéraux. Les autres font de la figuration et seraient bien en peine de dire quel a été leur apport « social ». La présence de Boris Cyrulnik, par exemple, est navrante, puisqu'il cautionne un projet de société hyper-concurrentielle à l'exact opposé de ses analyses. Le plus drôle est le cas de Jean-Philippe Cotis, recruté en tant qu'économiste en chef de l'OCDE : comme membre de la Commission, il entérine l'idée de transformer l'INSEE en agence, qu'il refuse absolument en tant que directeur de l'Institut de statistiques, poste auquel il a été promu entre-temps.

R&V : ce rapport présenté comme «un ensemble cohérent» à appliquer en intégralité est-il réalisable en partie ?

M.H.: Attali a raison d'insister sur la « cohérence » de son programme, parce que son rapport dégage la cohérence libérale du projet de Sarkozy, et de ce point de vue, il est un révélateur utile, déjà gênant pour la droite. Mais tout est

ensuite une question de tactique, où Attali n'aura plus son mot à dire : comment articuler toutes les « décisions » proposées, qui forment effectivement un « tout », sans prendre le risque de déclencher un « tous ensemble » ?

R&V: la libération de la croissance peut-elle permettre d'aller vers le plein emploi ?

M.H.: Non, parce que le diagnostic porté sur les causes du chômage est erroné. Le chômage ne provient pas d'une croissance bridée par les « rigidités » et les « privilèges ». Il résulte avant tout d'une répartition des revenus défavorable aux salariés : le chômage est l'envers de la financiarisation. Pour lutter contre le chômage, il faudrait rétroceder sous forme de réduction du temps de travail les gains de productivité extorqués aux salariés. L'impact de la croissance sur l'emploi est de toute façon conjoncturel et un supplément de croissance fondé sur une précarisation accrue pourrait d'ailleurs très bien se traduire par une extension du chômage réel. Et surtout, l'hymne à la croissance est manifestement contradictoire avec les objectifs écologiques, et c'est d'ailleurs pour cette raison qu'Attali veut revenir sur le principe de précaution. Plutôt que de chercher à « libérer la croissance » on aurait besoin aujourd'hui de réfléchir sur le contenu de cette croissance.

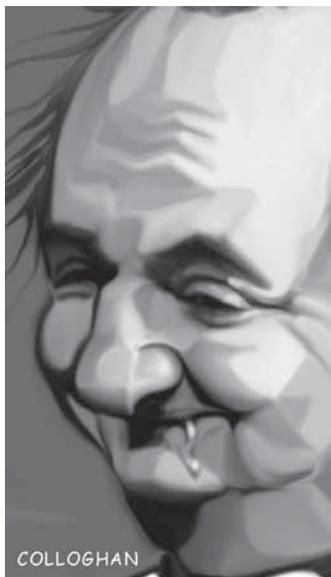
R&V: et les fameuses rigidités ?

M.H.: C'est là qu'on trouve le noyau dur libéral du rapport avec deux mesures essentielles qui sont de nouveaux allègements de cotisations et une réduction brutale des dépenses publiques. L'économie française serait corsetée par une réglementation sociale et par un poids de l'Etat excessifs. Mais là encore, le diagnostic est erroné. La perte de compétitivité de l'économie française résulte pour l'essentiel d'un euro trop fort et du

retard du patronat français en matière de recherche et d'innovation : les salariés n'ont pas à endosser la responsabilité de cette situation. Quant aux dépenses publiques, leur poids est inférieur en France à ce qui existe dans des pays comme le Danemark et la Suède qui tirent plutôt bien leur épingle du jeu sur le marché mondial. Le déficit du budget n'est pas lié à des dépenses excessives mais à la longue addition de cadeaux fiscaux faits aux riches. Et toute baisse des dépenses publiques s'accompagnerait d'une montée de la pauvreté.

R&V: et que penser du thème des privilèges et des rentes ?

M.H: Cette partie mélange le cynisme et le ridicule. Le cynisme, parce que le rapport fait l'impasse sur le privilège n°1 de la société française, qui est celui des rentiers qui bénéficient de l'explosion des revenus du capital. Le ridicule, quand la commission Attali dénonce les privilèges des « professions protégées » (chauffeurs de taxi, salons de coiffure, notaires, pharmaciens) comme si la déréglementation de ces métiers pouvait dégager des centaines de milliers d'emplois ! Au cynisme et au ridicule, on peut ajouter la fausse naïveté qui consiste à penser que la libéralisation de la distribution va permettre des baisses de prix.



COLLOGHAN

Elle ne pourrait avoir d'autre effet que de renforcer le pouvoir de négociation des grands réseaux de distribution qui leur permettrait d'augmenter encore leurs marges déjà conséquentes. Enfin, l'ouverture à l'immigration est une orientation positive (et réaliste) mais elle n'est assortie d'aucune garantie contre la mise en concurrence entre travailleurs.

R&V: comment la commission Attali compte-t-elle accroître l'offre et la qualité du logement social, et cela répondra-t-il aux demandes ?

M.H: Voilà un bon exemple des faux semblants du rapport. La « décision » n°164 autorise l'Etat à se « réapproprier le foncier disponible » dans les communes ne respectant pas la loi SRU sur les logements sociaux. Cela va dans le bon sens, mais cette proposition est suivie d'une série de « décisions » visant à déreglementer l'urbanisme (hauteur autorisée des immeubles, COS, partenariat avec le privé). C'est très « sarkozyen » : une pincée de « social » pour faire passer en vrac le tout-libéral.

R&V: ce rapport d'inspiration néo-libérale comporte-t-il un projet politique inquiétant pour l'avenir de notre pays et pour notre démocratie ?

M.H: Oui. Sur la forme : Attali présente son rapport comme un « plan global, non politique, qui devra être mis en oeuvre avec constance au cours des prochaines législatures ». Il n'y a pas d'alternative, donc plus besoin de débat public. Ségolène Royal s'est empressée de confirmer, en remerciant Attali de son « cadeau » : « C'est sur la table, c'est pour aider la France ». Sur le fond : le modèle de société prôné par Attali pousserait à l'extrême les tendances les plus régressives déjà à l'oeuvre : privatisation et individualisme sont ses maîtres mots. ■

Propos recueillis par
René SEIBEL

ARCHE SYMPTOME D

Le 27 Janvier, le tribunal compétent, sous les huées des familles des responsables de l'Arche de Zoë et de leurs soutiens, a confirmé la durée des peines infligées par la justice tchadienne en transformant les "travaux forcés" en incarcération.

Les journalistes présents ont été invectivés¹.

Il y a quelques semaines, la compagne du médecin de Castellane, a exprimé, dans l'unique quotidien régional, une opinion peu nuancée - c'est un euphémisme - sur le code de procédure pénale de la justice tchadienne.

Auparavant encore, peu après la médiatisation de "l'affaire" et dans les semaines qui ont suivi, plusieurs manifestations de soutien ont mis en avant des slogans ou pancartes brocardant l'arriération de la justice et du peuple tchadien. Etrangement, parmi les familles et les soutiens, nulle critique envers Idriss Déby, chef de l'Etat tchadien promu par la France, appointé en millions d'euros et assassin multirécidiviste.

On peut comprendre qu'il n'était pas opportun de rajouter de l'huile sur le feu. Pourtant, depuis que les humanitaires sont à l'abri, personne parmi leurs proches, n'a mis en cause l'instrumentalisation nauséabonde à laquelle Déby s'est livré. Pour mémoire, il avait évoqué un trafic de pédophiles.

Comment rendre compte de ces comportements

haineux vis à vis de la population du Tchad, de la justice et des médias des deux pays ?

Comment expliquer la mansuétude dont bénéficie Déby de la part des proches et des soutiens ?

En fait, tout se passe comme si la légitimité de l'opération ne pouvait être mise en cause et, donc, comme si ses auteurs, nécessairement au dessus de tout soupçon parce qu'humanitaires, étaient incompris des autorités tchadiennes et scandaleusement diffamés.

Peu importe si le principal responsable de l'Arche de Zoë - alias Children Rescue - affirme explicitement que le sauvetage d'enfants du Darfour justifiait quelques entorses à la vérité, y compris la mise en scène d'une promesse d'adoption.

Peu importe si son équipe et lui ont confondu Tchad et Darfour, orphelins ou non.

Peu importe enfin si l'ignorance des conditions concrètes du pays les a conduit à calquer l'organisation des liens familiaux là-bas sur celle de nos liens familiaux ici. Exit les frères, les grands-parents et les oncles paternels ou maternels.

Il n'est pas admissible qu'une association charitable dont les membres ne peuvent être suspectés, soit victime du ressentiment anti-français. Il est inconcevable que

E DE ZOE, E NOTRE CECITE

les autorités et les médias ne soient pas entrés en croisade.

Fondamentalement, ces enfants de pauvres PREFE-RENT nécessairement vivre chez nous, comme ces putains d'immigrés. Nous incarnons la Civilisation de l'abondance qui ne peut être qu'enviée.

A aucun moment, les proches n'ont envisagé que les jeunes enfants puissent être victimes de l'incompétence et de l'ethnocentrisme de leurs supposés sauveurs. En réalité, ce sont des victimes NATURELLES qui sont ontologiquement dans l'incapacité de se construire comme êtres sociaux inscrits dans une histoire. Racisme ordinaire.

On comprend mieux qu'Idriss Déby soit absent. Plus exactement, il est présent au même titre que les autres tchadiens, c'est à dire «incivilisé». Il n'existe pas en tant que chef d'état, non parce que c'est un fantôme, mais parce que ces peuples - dans un autre cadre, «ces gens-là» qui ont immigré - ne peuvent NATURELLEMENT accéder à la démocratie car ils seront toujours incapables d'en maîtriser les conditions d'application.

L'arche de Zoë est une sorte de type-idéal incarnant notre LEGITIMITE ABSOLUE à prendre en charge d'autres peuples nécessairement barbares. Nous avons vocation à faire le bonheur du monde.

Il devient sans doute plus compréhensible que Sarkozy, sans provoquer la moindre réaction, puisse dire qu'il ira chercher nos Robin des bois « coupables ou innocents ». Autrement dit, l'appartenance

à la nation française prime sur toute autre considération, justice comprise.

Déjà au mois d'août, sans réaction pratique significative d'aucune des composantes de son opposition, y compris la plus radicale, il a pu affirmer, à Dakar, que les africains sont des êtres et des peuples mineurs qui « ne sont pas encore entrés dans l'histoire ». Dans plusieurs pays d'Afrique, les réactions de certaines organisations politiques et sociales et de nombreux intellectuels, ont été vives. Elle sont essentielles pour nous permettre de reconnaître enfin cette réalité, si difficile à admettre qu'elle en est profondément niée : l'horreur et les crimes de la colonisation et du colonialisme ; la destruction des sociétés colonisées et les difficultés énormes de la reconstruction et de la réappropriation de soi.

Au terme de repentance, à connotation religieuse, forgé par celles et ceux qui ont intérêt à faire échouer tout réexamen sérieux de notre histoire, il faut opposer celui de RECONNAISSANCE - naître avec à nouveau - qui ouvre des horizons communs aux nations concernées et permettra enfin à nos indigènes d'entrer dans l'histoire nationale qu'on leur refuse toujours. Etre capable d'intégrer des mémoires multiples est une condition du dépassement de notre histoire, celle du capitalisme.

Les gauches en France, modérées, radicales ou autogestionnaires, devraient enfin le comprendre et en tirer les conséquences pratiques. ■

Guy GIANI

(1) Journal de la mi-journée sur France Inter

ÉCONOMIE

CONSOMMATION

Consommation mondialisée

Les scandales à répétition de Fisher-Price ou Mattel à l'occasion des fêtes ont de quoi interpellier les parents et la population sur l'origine des produits et l'éthique même des échanges commerciaux. Plus de 91 millions sur 130 millions de jeux et jouets vendus en France proviennent de Chine, toutes les marques sont concernées, dès lors qu'elles sous-traitent leur fabrication.

La consommation de produits « petit prix » associée à la fabrication au moindre coût se retrouve dans les vêtements à bas prix (asiatiques et autres), les transports et la distribution à bas prix qui entraînent délocalisations, exploitation de la main d'œuvre ou des ressources naturelles et ruine des économies locales...

Les effets des modes de production, de commercialisation et de consommation sont considérables pour l'être humain, la société et l'environnement à l'échelle de la planète. Le consommateur, comme les autres acteurs économiques, porte sa part de responsabilité.

Aujourd'hui en tant que citoyen, il doit réduire la pression sur l'environnement et la course aux inégalités.

En effet, le début du XXIème siècle met en scène les ravages causés à travers le monde par les multinationales de l'agroalimentaire, les acteurs et les victimes d'une agriculture industrialisée à l'échelle mondiale, les conséquences écologiques et sociales désastreuses de l'exploitation intensive des terres. Un scénario qui mêle insécurité alimentaire, contaminations et dérèglements sociaux, l'emploi dangereux des techniques génétiques et les manipulations politiques par le biais des lobbies.

L'évolution de notre consommation et les aliments « bon marché » coûtent très cher aux pays où ils sont produits et peuvent accélérer la destruction du marché local et produire la famine (concurrence des marchés-primés à l'exportation).

De la conso décérébrée à la responsabilisation

Pourtant le choix de consommation est un outil de la démocratie, « consommer autrement » constitue une réponse à un monde économique et politique qui ne voit plus dans les êtres humains que des consommateurs, où la logique consumériste s'insinue dans la plupart des rapports sociaux. La consommation responsable est à la fois levier économique, politique et facteur de transformation sociale. La remise en

cause de l'économie dominante et des institutions établies, l'élaboration de nouveaux modes d'organisation de la démocratie aux niveaux mondial et local, ne pourront aboutir valablement que si chacun(e) se mobilise contre les fonctionnements en place mais aussi si chacun(e), à son niveau et dans ses actes concrets, se libère de ses conditionnements, reconsidère ses propres comportements, dans un souci constant de cohérence entre l'idéologie et les actes.

Nos consommations déterminent l'exploitation des ressources naturelles, les pollutions et la production de déchets, les revenus et conditions sociales des employés et sous-traitants quelque soit le lieu de production (les travailleurs précaires du Nord et les pauvres du Sud). Nous sommes pris en étau entre des appels à changer nos modes de consommation et un quasi-devoir de consommation, de consommer toujours plus et qui laisse à l'écart celles et ceux dont la demande n'est pas solvable. L'exigence de rentabilité maximale à court terme et la logique des prix toujours plus bas (hard-discount) exercent une pression constante sur les conditions de vie, les salaires et l'emploi, ainsi que sur l'environnement.

Transformer le pouvoir d'achat en pouvoir d'agir¹

La concentration des entreprises et le pouvoir croissant des multinationales conduisent à une perte de pouvoir des institutions et des États, à la disparition de petites et moyennes structures indépendantes, à la réduction du choix et de la liberté des consommateurs et des citoyens. Ces évolutions, ces déséquilibres produisent une fragilisation croissante de la démocratie fragilisent la société et l'équilibre écologique. La croissance économique actuelle est insoutenable, vectrice d'inégalités et d'injustices qui s'accroissent. Dans un monde fini et épuisable, le mythe d'une croissance économique infinie s'effondre, la société de consommation continue cependant d'entretenir l'illusion du bonheur dans l'acte d'achat.

Il faut donc encourager et promouvoir :

- des pratiques sociales, économiques, environnementales qui assurent une vie décente et le bien-être pour tous
- une information non orientée par des intérêts économiques (société de la propagande) pour pouvoir choisir en connaissance de cause (santé et droits sociaux)
- des liens sociaux et équitables entre producteurs, distributeurs et consommateurs dont les relations ne doivent pas se limiter à des rapports marchands.
- une relocalisation de l'économie par des projets en rupture avec la consommation de masse et générateurs d'emplois.

Des transformations radicales s'imposent : à l'échelon individuel, cela passe par des changements de nos comportements quotidiens dans la manière dont nous consommons, achetons, entreprenons, et à l'échelon collectif et politique par la reconsidération de la richesse, des droits, du travail et de la production. L'expérimentation de groupe (troc, SEL, AMAP, jardins partagés, coopératives d'achats de produits paysans...) est un premier pas vers la remise en cause de la dictature de la consommation et son corollaire : le productivisme. ■

Gwel@n

1 à partir du slogan et des contributions d' <http://www.actionconsommation.org/>

ÉCOLOGIE:

RETOUR AUX SOURCES

Si l'écologie est d'abord une science, elle est devenue aujourd'hui un recours face à la civilisation industrielle fondée sur l'accumulation de biens matériels réservés à une minorité, accumulation responsable au fil des années du pillage des ressources de la planète et de la destruction de nombreux espaces naturels.

L'écologie, science de la globalité qu'Edgar Morin a si bien expliquée, est aussi une philosophie. Elle défend une certaine éthique : le respect de la vie sous toutes ses formes. Science de la complexité, elle est naturellement transdisciplinaire: elle réconcilie la biologie, l'économie, l'art et la morale.

De même que Jean Rostand avait su comprendre la vie en l'étudiant avec le regard du savant et l'aimer avec l'œil du poète, en la défendant aussi dans son combat contre le nucléaire, de même que Francis Ponge considérait que la poésie était partout, «aussi bien dans le microscope que dans l'imagination, dans le silence que dans l'encyclopédie¹», on peut dire que l'écologie a de multiples facettes.

Elle envisage les rapports de l'homme avec les autres formes de vie, ainsi que les rapports entre peuples, sous un angle nouveau.

L'homme occidental a voulu maîtriser la nature et l'animal pour affirmer sa supériorité. Ce même désir a engendré l'esprit de compétition qui le pousse à écraser l'autre pour gravir « les échelons de la réussite sociale ».

En Chine, six siècles avant notre ère, Tchan Tseu écrivait: «La nature a disparu, les lois l'ont remplacée; de là tous les désordres.» Lao Tseu pensait que la connaissance véritable, c'est la saisie globale du monde, comme un tout, l'homme se fondant dans la nature.

Dans les tableaux chinois de cette époque, les paysages occupent la place centrale, l'homme y apparaît minuscule, ce qui traduit une modestie que notre époque engluée dans la superficialité a oubliée.

De l'Antiquité à nos jours, la domination de l'homme sur l'homme et sur la femme a évolué. A l'esclave, a succédé le serf puis le sujet du roi et enfin le producteur-consommateur de l'ère industrielle. Nous allons bientôt entrer en campagne. Certes le monde ne changera pas à l'issue de ces municipales. Souhaitons simplement qu'à cette occasion l'écologie fasse avancer un peu plus ses idées et mette en avant la dimension poétique de l'homme et le développement des valeurs non marchandes. ■

Bernard CARON

(1) La rage de l'expression (Francis Ponge)

Notre-Dame des réacteurs

Après la publication du Décret d'Utilité Publique du projet d'aéroport de Notre-Dame des Landes, sous l'égide du Ministre de l'écologie du développement et l'aménagement durables et signé du Premier Ministre Fillon, du ministre de l'écologie du développement et de l'aménagement durables Borloo et du secrétaire d'Etat chargé des transports Bussereau, le Décret du 9 février 2008 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation du projet d'aéroport pour le Grand Ouest - Notre-Dame-des-Landes et de sa desserte routière et emportant approbation des nouvelles dispositions des plans locaux d'urbanisme des communes de Fay-de-Bretagne, Grandchamp-des-Fontaines, Notre-Dame-des-Landes, Treillières, Vigneux-de-Bretagne dans le département de la Loire-Atlantique, a été publié au journal officiel de la République du dimanche 10 février.

L'aspect politicien, voire provocateur, d'une telle publication à moins d'un mois des élections municipales ne surprendra que celles et ceux qui croiraient encore aux discours du Grenelle de l'environnement et à l'adhésion du gouvernement, et de son ministre de l'écologie, à l'écologie et au développement durable. Seuls peuvent s'en réjouir les groupes de pression des travaux publics qui obtiennent du gouvernement la concrétisation de leurs motivations à fortes odeurs de béton pour des projets destructeurs de l'environnement.

Le décret, dont le ministre Borloo est en charge de la réalisation, stipule que «les expropriations nécessaires devront être réalisées dans un délai de dix ans à compter de la publication du présent décret». C'est dire aussi que la réalisation de ce projet d'aéroport est loin d'être effective et que la «délicate question de l'argent», évidemment nullement mentionnée dans ce décret, pourrait très vite diviser ses laudateurs, locaux et nationaux, et remettre d'actualité les solutions alternatives élaborées par le collectif d'associations et de partis politiques opposés ce projet.

Pour leur part, les Alternatifs 44 rappellent leur opposition à un projet écologiquement insensé, inutile au regard des exigences de sécurité liées à l'actuel survol de la ville de Nantes et dévastateur pour les finances publiques des collectivités locales concernées. Les vrais défis dont nous avons besoin c'est de diviser par quatre nos consommations d'énergie pour promouvoir le développement durable.

Le DUP publié ce dimanche leur tourne délibérément le dos. ■

Fontaine...

Les Alternatifs seront présents sur la liste d'union de la gauche à Fontaine, commune populaire de l'agglomération grenobloise.

Fontaine est riche !

Riche de sa diversité, riche des vagues d'immigration avec leurs différents apports, riche de sa culture populaire fraternelle et conviviale, riche de ses quartiers, riche de ses solidarités.

Pourtant ce qui fait la richesse de Fontaine est attaqué!

La droite, le capital ont lancé une offensive contre les droits sociaux et démocratiques avec pour objectif d'accroître les profits des grands groupes économiques. Leur procédé favori est de désigner toujours davantage de boucs émissaires.

Si les catégories sociales les plus précarisées et nos quartiers populaires sont les premières victimes de cette politique, les conditions de vie de la majorité de la population risquent de continuer à se dégrader.

Les pouvoirs locaux, la commune peuvent jouer un rôle d'amortisseur, constituer un frein à ce processus.

Nous avons choisi de nous joindre à la liste d'union de la gauche pour créer et développer un mouvement de résistance et d'alternatives.

Nous travaillerons pour faire de la commune un lieu privilégié d'appropriation citoyenne et populaire du débat et de la décision politique.

Nous agirons pour maintenir et améliorer les solidarités, pour l'éducation, la culture, la justice, pour que chacun puisse, travailler, se déplacer, se loger, se nourrir dans le respect des générations à venir, de l'environnement, dans le respect des plus démunis, dans le respect des pays du Tiers-monde.

Nous œuvrerons pour promouvoir des projets écologiques, féministes, altermondialistes et autogestionnaires. ■

Sébastien TEYSSIER
Pour les Alternatifs

"Sans Papiers et travailleurs" une campagne salutaire

Al'initiative du collectif uni-e-s contre une immigration jetable avec les syndicats CGT, SUD-Solidaires, FSU et CNT, une campagne d'information et de défense des travailleurs sans papiers commence à se mener dans le pays. Cette initiative est particulièrement importante à l'heure où les licenciements de salariés sans papiers se multiplient suite à l'obligation faite aux employeurs de saisir la préfecture avant toute nouvelle embauche afin de vérifier les documents de séjour et de travail. Dans le même temps la politique de Sarkozy-Hortefeux fait des ravages chez les dizaines de milliers de sans papiers, à tout moment menacés d'expulsion, qui n'osent évidemment pas faire respecter leurs droits de travailleurs. On ne compte plus les heures de travail volées aux salariés, avec à la clé la menace permanente d'une dénonciation.

La circulaire gouvernementale du 20 décembre dernier, ouvrant une liste de 30 métiers prioritaires pouvant ouvrir droit à une régularisation, est non seulement discriminatoire vis-à-vis de celle des 150 métiers accessibles aux nouveaux ressortissants communautaires, mais elle peut s'avérer un piège redoutable pour tout-e salarié-e sans-papier qui se présenterait seul dans une préfecture.

Le 4 pages intersyndical sur les droits des travailleurs sans-papiers édité pour cette campagne est un outil remarquable qui doit être massivement diffusé. Aux militant-e-s syndicaux, aux rangs desquels se comptent les Alternatifs, convaincus que laisser perdurer de telles inégalités c'est diviser la classe ouvrière, de s'en emparer. ■

Julien DOUILLARD

Envoyons une vraie gauche au conseil général

Bruno Riondet et Nadia Tarfaoui dans le canton de Poitiers 1 (Poitiers Nord- Migné Auxances)



Sarkozy élu, la droite triomphe, à Paris comme dans la Vienne.

Il l'avait dit, il le fait : pas un seul aspect de notre vie n'échappe à la logique du « tout profit ». Tout devient marchandise. Des bénéfices record sont engrangés par les plus riches, des fins de mois difficiles attendent le plus grand nombre.

Sans compter les dégradations constantes dont souffre chaque jour un peu plus notre environnement, avec ses conséquences sur la santé.

C'est bien d'une autre répartition de richesses dont nous avons besoin.

Car de l'argent, il y en a, du côté des amis de Sarkozy et du MEDEF. C'est donc d'une réelle volonté politique, et d'une vraie opposition de gauche dont nous avons besoin.

Mais où est la gauche ?

- au niveau international, les 2 principales institutions qui pilotent la mondialisation libérale sont dirigées par des socialistes français : le fonds monétaire international (FMI) par D. Strauss Kahn, et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) par Pascal Lamy ;

- au niveau national, le PS ne dénonce qu'avec mollesse et sur la forme les projets gouvernementaux.

Que dire devant le « royal cadeau » fait à Sarkozy à propos du traité modificatif !

- au niveau du département, la très grande majorité des délibérations sont prises en séance plénière du Conseil général à l'unanimité.

Était-il indispensable, par exemple, que le conseil général embauche un très haut fonctionnaire, inspecteur général de l'Éducation nationale, pour « assister le département dans ses relations avec l'enseignement supérieur et organiser les conférences de l'Institut international de la prospective du Futuroscope », pour un salaire mensuel net de 1700 euros net, avec secrétaire et bureau ? Délibération votée à l'unanimité moins une voix contre seulement le 27 juillet 2007 ?

De même, on aurait pu s'attendre à des critiques plus fermes de la part de l'opposition de gauche concernant la mise en œuvre du revenu de solidarité active dont on peut légitimement craindre qu'il ne s'agisse, comme l'a fait remarquer l'association de chômeurs AC, de faire accepter n'importe quel travail, dont personne ne veut parce qu'il est trop mal payé et trop pénible, en faisant compenser des salaires de plus en plus bas par une aide des collectivités publiques.

Une vraie opposition de gauche, pour un

autre développement dans le département. Une autre logique s'impose : c'est le sens de notre candidature.

Changer la donne économique et sociale, en répartissant autrement les richesses disponibles, en orientant les ressources autrement, vers les dépenses utiles et non vers les marchés financiers.

La Vienne figure dans les derniers départements en ce qui concerne l'action sociale.

Le Conseil général peut appuyer une relocalisation de l'économie, soutenir l'économie sociale et solidaire.

Changer la donne environnementale, en remettant en cause le productivisme du modèle de développement capitaliste.

Dans la Vienne, près de 40 000 personnes prennent chaque jour leur véhicule pour aller travailler. 26% des logements sont chauffés au fioul, 23 % au gaz. Le prix du mètre carré en zone urbaine pousse de plus en plus d'habitants à s'installer à 10 Km, 20 Km ou plus de leur lieu de travail.

Le phénomène n'est pas près de s'inverser et les problèmes liés au coût de l'énergie vont donc s'intensifier.

Le Conseil général doit s'engager dans une grande politique de diversification des modes de transport, vers la progressive gratuité des transports collectifs à commencer par la gratuité des transports scolaires, vers de vraies mesures environnementales. Loin du saupoudrage et du gadget !

Changer la donne politique, en s'investissant dans une urgence démocratique.

Qui se trouve au Conseil général ? Essentiellement des maires et des adjoints qui cumulent depuis des années plusieurs mandats.

Quand ont-ils été élus la première fois ? A titre d'exemples, on peut citer :

JP. Jary à Poitiers 5 : 1994 ; A. Claeys à Poitiers 7 : 1982 ; J. Grandon à Poitiers 3 : 1965 . Ou encore M. Monange à Poitiers 1 : 1976 .

De même, que dire des fonds versés à flots pour le Futuroscope et les entreprises qui bien souvent n'ont pas peur de délocaliser tout ou partie de leur activité, après avoir empoché de fortes subventions publiques ?

Le budget du département s'élève à 351 millions d'euros, d'où sont prélevés 3% de subvention supplémentaire pour le Futuroscope, qui s'ajoutent aux 3 millions d'euros du budget de fonctionnement - En 20 ans ce sont environ 300 millions d'euros de fonds publics, les impôts des

Poitevins, qui ont été massivement injectés dans le Futuroscope, dont la gestion est confiée au privé, via un bail administratif commercial, sans obligation de Service Public.

Qui contrôle réellement ?

Ces propositions, nous les soumettons donc au débat public, pour les enrichir et pour qu'elles prennent force collective. Car nous le savons bien : aucun programme, aucune politique ne peuvent s'imposer et changer l'ordre des choses s'ils ne sont pas les fruits d'un vaste mouvement populaire et citoyen, où chacun-e discute, décide et contrôle. Sans peuple acteur, et en permanence, sans lutte collective, sans mobilisation sociale et politique vigilante, aucune transformation sérieuse n'est envisageable.

Dynamisons la gauche de transformation sociale.

Voilà le sens de la candidature de Bruno Riondet, enseignant, membre des Alternatifs, et Nadia Tarfaoui, lycéenne, citoyenne engagée mais non membre d'un parti politique, pour le canton de Poitiers 1.

Pour suivre l'actualité de cette campagne Le blog des Alternatifs de la Vienne <http://alternatifs86.ironie.org>



Gard Alternatif

Les Alternatifs sont présents sur diverses listes pour les élections municipales dans le Gard, à Alès, Générargues, Mus, Vergèze, et Nîmes.

A Nîmes, après avoir vainement essayé de rassembler toute la gauche antilibérale, nous avons décidé de nous lancer dans la bataille, dans le cadre de la liste «Nîmes-Luttes-Solidarités». Nous nous retrouvons pour la porter et la soutenir, en alliance avec de la LCR, mais aussi aux côtés de militants syndicaux, associatifs, écologistes, Altermondialistes, et d'anonymes révoltés. Onze membres des Alternatifs figurent parmi les 55 colistiers. La liste est conduite par une militante très connue d'ATTAC. ■

(correspondant)

Les élections municipales en Seine-Maritime



Les Alternatifs seront présents dans trois communes de l'agglomération rouennaise :

A Maromme, en 2001 nous participions à la liste de gauche plurielle et solidaire, conduite par Boris Lecoœur (PCF) qui l'avait emporté avec en conséquence un élu, conseiller délégué. Nous repartons avec deux militants sur la liste en septième et seizième position. Une « subtile » manœuvre d'un apparatchik PS aux dents longues le conduit à faire une liste dissidente malgré l'accord fédéral PS-PCF. Mais l'individu en question n'est pas exclu du PS ... De bons espoirs de victoire malgré cela.

A Sotteville, la liste « Sotteville vraiment à gauche. Liste de rassemblement » est soutenue par la LCR,

les Alternatifs et des citoyens non-encartés en nombre significatif. Des militants Alternatifs sont en deuxième et cinquième position, avec un accord de rotation des élus. La tête de liste est Christine Poupin, membre du bureau politique de la LCR, le second est Benoît Hébert. Il y a des espoirs sérieux d'élection face à une liste PS hégémonique menée par Pierre Bourguignon, ancien membre du PSU, passé au PS en 1974, dans une commune où la droite parvient péniblement à faire 30% des voix.

A Saint-Etienne du rouvray (vieux bastion PCF), la liste « Droit de cité. 100% à gauche, 100% écologiste

» conduite par Michelle Ernès est soutenue par la LCR et les Alternatifs. Une camarade est en quatrième position et trois sympathisants sont sur la liste.

A Dieppe, le PCF (sans doute dopé par des sondages qui lui permettent d'espérer reprendre cette mairie) a brutalement prévenu nos camarades que finalement il n'y aurait pas d'Alternatifs sur leur liste ... On reste plongé dans un abîme de perplexité pour qualifier la pertinence de cette décision ... L'union est un combat...

Enfin, aux cantonales, les Alternatifs sont présents à Rouen, ville où vient de se constituer un groupe des Alternatifs. Qui complète l'implantation d'une fédération déjà bien présente sur l'agglomération rouennaise.

(correspondant)

PERPIGNAN

Les Alternatifs seront présents aux élections municipales de Perpignan, sur la liste : *A gauche vraiment ! Perpignan sociale, écologique, démocratique et solidaire.*

Cette liste traduit l'union des courants de la gauche anticapitaliste, avec une forte présence de militants de la LCR, un nouvel adhérent des Alternatifs, des militants associatifs et syndicaux, et des militants en rupture avec leur parti, notamment issus du PCF.

Les autres partis de gauche se retrouvent dans la liste menée par Amiel-Donat, et qui regroupe le PS, le PCF et la LO. Cette liste ne porte aucun programme clair, car elle est seulement destinée à assurer un maximum d'élus de gauche sans apporter véritablement de solutions aux problèmes des perpignanais. On peut voir un grand changement dans le comportement du PCF, après la lutte des classes, c'est la lutte des places. Il y a une dernière liste de gauche menée par un dissident PS, Codognés.

À droite on retrouve bien sûr la liste du maire sortant, Jean-Paul Alduy qu'on peut qualifier d'UMP. Puis on trouve la liste qui inquiète tant elle prend de l'importance à chaque élection perpignanaise, c'est la liste FN. Enfin, il y a la liste Modem.

Notre démarche vise à répondre aux vrais problèmes des perpignanais. Un problème récurrent à Perpignan, est le manque de logement sociaux, en effet la ville ne respecte pas le taux obligatoire de 20% de logement social prévu par la loi SRU, alors qu'une partie non négligeable de la population perpignanaise vit dans la plus grande précarité. La politique de grands travaux de la municipalité (place de la Victoire, gare TGV,...) ne prend pas en compte les aspirations du plus grand nombre et gaspille l'argent qui pourrait être destiné à la construction de logements sociaux.

Par conséquent le problème du logement sera prioritaire dans notre programme, notamment la construction de logement sociaux à la hauteur des besoins de la ville qui dépassent largement le cadre de la loi SRU. Il sera également proposé une aide au

Diverses composantes de la gauche nîmoise ont agi pour sensibiliser la population à la question du Traité de Lisbonne.

Avec toutes les organisations signataires des diverses pétitions en faveur d'un référendum, le PC, la LCR, les Alterekolo, les Alternatifs ainsi que divers sympathisants ont sensibilisé les Nîmois à cette question, et les ont invités à réclamer de leurs élus (sénateurs et députés) qu'ils refusent de modifier la constitution. Ce refus obligeant le président de la république à organiser un référendum pour ratifier le traité de Lisbonne..

Ils ont organisé au mois de janvier une manifestation devant la permanence parlementaire de Yvan Lachaud, et une réunion publique à la salle André Malraux.

Réunion au cours de laquelle sont intervenus notamment : Claude DEBONS (collectif national 29 mai), René REVOL (PRS), Martine GAYRAUD (PCF), José BLAT (LCR), un-e intervenant-e d'ATTAC, et Jean-Jacques BOISLAROUSSIE (Les Alternatifs). Malgré le résultat du vote du congrès, la gauche anti-libérale et anti-capitaliste devra s'efforcer de se rassembler pour les combats à venir. ■

Les Alternatifs du Gard

logement sous forme de cautions pour que les ménages les plus modestes puissent acquérir des logements convenables.

Comme l'indique l'intitulé de la liste, nous proposons une ville écologique. Il faut développer une vraie politique de transports publics avec la construction de vastes parcs de stationnement à l'extérieur de la ville et une intensification du réseau de bus, ce qui de plus désengorgera un centre ville inadapté à la voiture. Nous proposerons également la gratuité des transports pour les précaires et les chômeurs. L'accent sera également sur le transport alternatif que représente le vélo. Nous dénonçons les tentatives de captation de la cause écologique par la majorité en place, qui souhaite développer le vélib sur Perpignan. Le problème est que derrière cet effet d'annonce, le manque considérable de pistes cyclables rend très dangereux les déplacements des cyclistes.

Un thème apparaît de plus en plus dans la vie politique : la démocratie participative. Derrière les fausses définitions du parti socialiste, se cache une vraie démarche politique qui consiste à considérer la démocratie comme d'un outil quotidien et qui ne se limite plus aux élections. Nous souhaitons mettre en place la démocratie participative au niveau municipal grâce à la création de comités de quartier qui auront un véritable pouvoir de proposition et de décision. En effet le vote du budget municipal qui se fait aujourd'hui dans la plus grande indifférence sans apport d'un regard citoyen doit être discuté et voté par l'ensemble de la population représentée dans ces comités de quartier. C'est une façon de faire de la politique qui renforce l'importance du citoyen dans la prise de décision.

Nous souhaitons créer une véritable alternative à gauche à travers cette liste, une alternative capable d'être porteuse d'espoir dans notre ville. Une alternative qui agit dans les institutions mais qui est présente dans la rue aux côtés des salariés, des étudiants, des précaires... qui doit être une vraie alternative au capitalisme sauvage qui détruit peu à peu le monde dont nous avons TOUS hérités ! ■

Alexy CONTRERAS

Les cantonales, c'est politique

Les Alternatifs sont présents aux élections municipales dans plusieurs communes importantes du Finistère, notamment à Quimper, Douarnenez, Landerneau. Ils participeront également aux élections cantonales.

Les Alternatifs du Finistère ont décidé de se présenter dans 4 cantons: Landerneau, Le Faou, Quimper-Ergue Gaberic et Douarnenez.

Nous voulons y défendre une position de résistance au libéralisme et proposer une véritable alternative de Gauche pour notre Département.

Collèges, ports de pêche, routes, action sociale, aide aux entreprises, culture, soutien aux associations... Le Conseil Général intervient dans de multiples domaines. Il gère un budget annuel de 862 millions d'euros. Ses choix se traduisent dans notre vie de tous les jours.

Fondée sur la recherche du profit, notre Société marche sur la tête ! L'Europe libérale orchestre la mise en concurrence des territoires et aboutit à toujours plus de délocalisations. Relayée en France par N. Sarkozy et son gouvernement, cette politique libérale engendre l'exclusion sociale, les atteintes à l'environnement.

Le chômage diminue mais la précarité s'accroît :

Contrats précaires, bas salaires, temps partiels imposés, difficultés d'accès au logement, franchises médicales...

La pauvreté est une réalité même, parfois, quand on peut travailler. Pour beaucoup, les conditions de vie se dégradent.

Le patronat continue à vouloir licencier pour augmenter les profits des actionnaires.

Les acquis sociaux obtenus par nos aînés sont remis en cause: Retraites, Sécurité Sociale, Services Publics.

L'avenir des générations futures n'est plus préservé.

Contre les méfaits du libéralisme et la politique de la droite au pouvoir, nous voulons :

* Une autre logique économique, sociale et humaine guidée par la satisfaction des besoins du plus grand nombre,

* Une politique résolument à gauche pour le Finistère et notre canton

* Un autre mode de développement respectueux des équilibres écologiques

Nous voulons construire ensemble, ici et maintenant, une véritable politique de transformation sociale, écologique et démocratique

Pour que ça change vraiment, le 9 mars 2008, votez utile votez pour les candidats des Alternatifs . ■

Une culture et une identité vivante et ouverte sur le Monde

La Bretagne a une identité forte. Des moyens à la hauteur des aspirations doivent être mis en oeuvre pour que cette culture et cette identité s'épanouissent dans un esprit d'ouverture au Monde: enseignement public, radio, télévision, vie publique, aide à la création culturelle...

Le Conseil Général doit s'engager pour faire adopter par la France la Charte Européenne des Langues Régionales et Minoritaires

Ur *bersonelezh kreñv he deus Breizh*. Red eo d'ar Galloud Hollek lakaat da dalvezout binvioù deus an ezhommoù hag ar c'hoantoù evit ma vefe en o gwellañ ar sevenadur-mañ hag ar bersonelezh-mañ gant ur spered digor war ar bed : deskadurezh-Stad, skin-gomz, skinwel, buhez foran, skoazell d'ar c'hrouñ sevenadurel...

Bez e rank ar C'huzul Meur ober e c'her evit ma vefe degemeret Karta Europa diwar-benn Yezhoù ar Rannvroioù hag ar Minorelezhioù gant Bro-Frañs

**Pour un mouvement politique alternatif, autogestionnaire,
écologiste, féministe, altermondialiste.
Pour la convergence des forces de la gauche de
transformation sociale.
Pour faire vivre la presse autogestionnaire
en 2008.**

je m'abonne à Rouge et Vert je rejoins les Alternatifs
[cochez la case correspondant à votre/vos réponse(s)]

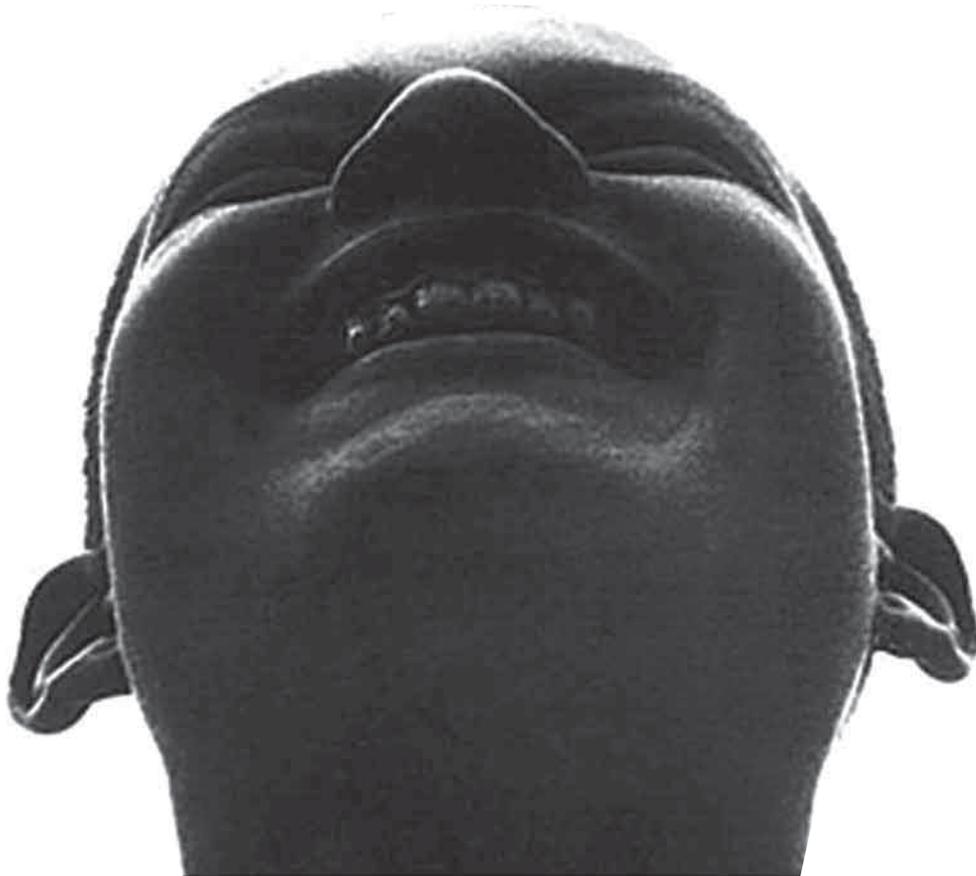
Nom : Prénom :

Adresse :

.....
.....
.....

Courriel :

Ci-joint chèque de 40 euros à l'ordre de Rouge et Vert journal
Envoyez ce bulletin aux Alternatifs 40, rue de Malte 75011 Paris



UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

★ ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques). Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

AUTOGESTIONNAIRES

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.



VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.



♀ FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes.

PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: L'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.